

*L'Allemagne* de son côté craignait un piège : « En faisant intervenir une sorte de trêve politique, on veut, — disait-elle — nous endormir et ajourner notre demande d'égalité des armements ».

On était généralement d'accord pour reconnaître que le projet Mussolini-MacDonald avait pour objet essentiel de réduire à l'impuissance la Petite-Entente et la Pologne, afin de permettre la révision des traités.

Les réactions ont été rapides : la Petite-Entente a pris nettement position contre le plan Mussolini-MacDonald ; et la Pologne s'est étroitement rapprochée de la Petite-Entente. Si le plan italo-britannique a été une manœuvre politique contre les petits Etats de l'Europe centrale et orientale, cette manœuvre s'est retournée contre ceux qui l'ont lancée. Et, naturellement, la France a été accusée par l'Allemagne et l'Italie d'inspirer les résistances de la Pologne et de la Petite-Entente.

En fait, le 23 mars 1933, à la Conférence du désarmement, à Genève, l'attitude résolue du nouveau groupement « Petite-Entente et Pologne », auquel bon nombre de petites puissances étaient décidées à s'associer, comportait comme signification politique, que la Société des Nations n'était pas du tout disposée à s'effacer devant un directoire de quelques grandes puissances.

Le Conseil permanent de la Petite-Entente, réuni le 25 mars à Genève, a publié le communiqué suivant :

« Ayant soumis à un examen approfondi les événements des jours derniers, le Conseil permanent de la Petite-Entente est arrivé à la conclusion : que toute collaboration d'Etats, qui a pour but d'établir des rapports amicaux